



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

recherche du GIEC sur les océans

Question au Gouvernement n° 2219

Texte de la question

RECHERCHES DU GIEC SUR LES OCÉANS

M. le président. La parole est à M. Jimmy Pahun.

M. Jimmy Pahun. Madame la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, demain, le GIEC – Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat – rendra public son dernier rapport. Il y est question de l'océan et de la cryosphère. Cet important travail de la communauté internationale met en lumière les liens très particuliers et réciproques unissant l'océan et le climat. Il évalue notamment les conséquences du changement climatique sur les écosystèmes marins et côtiers, pour aider les populations à s'y adapter. Il appréhende la capacité de l'océan à demeurer ce « second poumon » de la planète : nous lui devons une respiration sur deux !

Certes, ces enjeux ne sont pas nouveaux, mais le rapport du GIEC apportera des précisions. Plus important encore, il nous exhortera à l'action. Par chance, l'agenda international nous en offre l'occasion ; je veux parler ici de la « Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable – 2021-2030 ».

À partir de 2021, dans un élan sans précédent, la communauté scientifique internationale conjuguera ses efforts pour parvenir à une meilleure connaissance de l'océan – c'est absolument nécessaire pour lutter contre le changement climatique et nous adapter à ses inévitables conséquences !

La France doit jouer un rôle éminent dans cette décennie. Elle dispose, en effet, d'une expertise formidable dans de nombreux domaines maritimes. Nous avons de grandes infrastructures de recherche, un réseau d'observation important et une véritable flotte océanographique.

La communauté scientifique française s'organise d'ores et déjà pour contribuer pleinement à l'effort international – un engagement impossible sans les financements adéquats.

Madame la ministre, quels moyens la France compte-t-elle engager pour renforcer notre connaissance de l'océan dans le cadre de notre action contre le changement climatique ? Quelle place sera réservée à l'océan dans la loi de programmation de la recherche et quels outils d'investissements seront envisagés ?
(Applaudissements sur les bancs des groupes MODEM et LaREM.)

M. Erwan Balanant. Excellente question !

M. Bruno Millienne. Vive l'amiral !

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Vous avez raison de le rappeler, la sauvegarde des océans fait partie des dix-sept objectifs de développement durable de l'ONU. Puisque la France est la deuxième puissance maritime mondiale, il est évidemment de notre devoir de continuer à travailler sur ces sujets.

On ne peut pas parler de climat sans évoquer les recherches sur les océans. Nous disposons d'excellents chercheurs, qui participent au GIEC et sont signataires du rapport qui sera rendu demain. On peut citer les organismes de recherches, le Centre national de la recherche scientifique, l'Institut de recherche pour le développement ou l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, qui gère maintenant la totalité de la flotte océanographique, mais aussi des universités, comme celles de Bretagne occidentale et de La Rochelle, qui ont décidé de faire de la question des océans leur signature particulière, sans oublier bien sûr les observatoires de Sorbonne Université.

Nous possédons donc une véritable force de frappe en termes de recherche, qui doit s'organiser. C'est pourquoi j'ai demandé à l'alliance AllEnvi – Alliance nationale de recherche pour l'environnement – de faire des propositions en ce sens, afin d'augmenter encore la visibilité de nos travaux.

Mme Caroline Fiat. Donnez de l'argent !

Mme Frédérique Vidal, ministre. Cette force de frappe est aussi européenne, puisque nous comptons en la matière sur le programme Horizon Europe.

Enfin, vous avez raison d'évoquer la loi de programmation de la recherche. Les rapports qui ont été remis au premier ministre et à moi-même hier proposent de mettre en avant de grands défis sociétaux, qui font appel au meilleur des connaissances de chaque discipline. C'est donc avec beaucoup d'attention que nous étudierons ces questions, et je suis sûre que le climat et les océans figureront en bonne place. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : [M. Jimmy Pahun](#)

Circonscription : Morbihan (2^e circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2219

Rubrique : Recherche et innovation

Ministère interrogé : Enseignement supérieur, recherche et innovation

Ministère attributaire : Enseignement supérieur, recherche et innovation

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [25 septembre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [25 septembre 2019](#)